

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1975)
Heft: 326

Artikel: La fatalité des dépenses militaires ou le plus formidable détournement de fonds de l'histoire
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1028724>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 06.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

La fatalité des dépenses militaires ou le plus formidable détournement de fonds de l'histoire

Une aimable ritournelle: « En 1974, les commandes mondiales d'armements ont atteint plus de 550 milliards de francs suisses, soit quinze à vingt fois plus que l'aide totale aux pays en voie de développement » (annuaire de l'Institut international de recherches pour la paix à Stockholm). Une aimable ritournelle face à la réalité des choix budgétaires à travers la planète. C'est, semble-t-il, brasser des lieux communs inutilisables que de rappeler ces chiffres, même dans la foulée de la « Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe ». Les budgets militaires passent aujourd'hui pour une fatalité inéxorable, et trouvent une justification nouvelle sous le signe de la relance économique. Ce serait rêver que la Suisse prenne une initiative quelconque dans ce secteur, alors qu'elle a pu s'illustrer, comme on aime à le répéter, sur le chemin d'Helsinki... Quitte à nager en pleine fiction, arrêtons-nous un instant sur l'enjeu gigantesque que représentent les dépenses militaires militaires mondiales pour en distinguer de plus près l'aberration, sans pour une fois abandonner dans le scepticisme qu'engendre cette question. On peut rêver !

30 millions de dollars par heure

Donc en 1973, dernière année où les estimations peuvent être poussées avec un minimum de certitude, les nations du monde entier ont dépensé chaque heure 30 millions de dollars pour leurs forces armées et leur armement. Et pourtant, il est à noter qu'à part de très rares exceptions, aucun de ces pays ne faisait état d'un budget « offensif » ! on se contentait partout d'assurer ses arrières par le biais d'un budget « défensif » plus ou moins coquet. Au total, toujours pour la même année, le montant mondial des dépenses militaires s'élevait à 240 milliards de dollars, soit un tiers de plus qu'au début des années soixante

(compte tenu de l'inflation...). Détail supplémentaire: on estime que sur ce total, 40 à 50 milliards correspondaient aux dépenses « nucléaires » (entretien et perfectionnement des armes de ce type, dont le stock actuel suffirait, on le sait, à détruire plusieurs fois toute vie sur la planète). D'où une première supposition: si d'ici à la fin de cette décennie les budgets militaires n'augmentaient pas — supposition très optimiste au vu de l'évolution notée depuis 1970 — on en arriverait, pour les années soixante et soixante-dix au total invraisemblable de 4329 milliards; et ce chiffre ne comprend pas les pensions payées aux anciens combattants, les intérêts à verser sur les emprunts de guerre, les coûts des stocks stratégiques de matières premières et toutes les autres dépenses accessoires de cet accabit...

Un coût défiant l'imagination

Outre la menace qu'ils représentent pour l'humanité (voilà une des grands phrases traditionnelles qui font hausser les épaules !), le coût pour la société des investissements en armements défie l'imagination. 4329 milliards: on voit mal l'impact qu'exerce sur l'économie mondiale un détournement de ressources d'une telle importance. 4329 milliards, cela représente les produits nationaux bruts réunis de l'Afrique, du Proche-Orient et de l'Amérique du Sud (à elles seules, les deux principales puissances militaires, l'Union soviétique et les Etats-Unis dépensent à des fins militaires un montant supérieur au revenu annuel de plus d'un milliard d'hommes dans trente-trois des pays les plus pauvres du monde). 4329 milliards: davantage que ce qui est dépensé à travers le monde pour l'éducation de plus d'un milliard d'enfants en âge scolaire, deux fois plus que les sommes consenties au chapitre de la santé publique pour les quatre milliards d'habitants de la

terre, près de vingt fois plus que toute l'aide économique dispensée à l'étranger... et trois mille fois plus que ce qui est investi directement annuellement pour tenter de maintenir la paix.¹

De telles comparaisons permettent de fixer les esprits sur l'importance de l'enjeu; mais elles ne situent pas les coûts sociaux engendrés par une telle priorité à l'échelle planétaire; ces coûts ne sauraient être compris qu'en fonction des besoins restés insatisfaits du fait de l'accent mis sur le budget militaire: l'accroissement des budgets militaires dans le monde a pour contrepartie un déficit de plus en plus important en matière sociale (voir plus loin le tableau montrant que le classement des pays selon leurs dépenses sociales et militaires laisse apparaître clairement que, dans la plupart des cas, la supériorité en armement des principales puissances militaires a été obtenue au détriment du bien-être social).

A ce stade de l'analyse intervient l'estimation du poids des dépenses militaires dans le contexte économique général: là, on calcule généralement ce que représentent les dits budgets par rapport au produit national brut des pays considérés. Et l'on arrive rapidement à la conclusion que les dépenses militaires mondiales ne dépassent pas le 6 % du PNB mondial... Mais est-ce bien ou est-ce mal ? Ce pourcentage est en tout cas inférieur à ce qu'il était au point culminant de la guerre du Vietnam, mais il reste deux fois plus élevé qu'avant la Deuxième Guerre mondiale (alors que le PNB ne représentait pour l'ensemble du monde qu'une faible partie de son montant actuel).

En réalité, cette intervention du PNB dans l'analyse est tout au plus un piège. Elle est reçue avec un certain sourire par le complexe militaro-industriel parce qu'elle lui assure une part dans la croissance économique et un budget de défense accru dans l'ensemble; mais en fait, il n'y a aucune rai-

¹ La plupart des chiffres et le tableau publié sont inspirés du livre de Ruth Leger Sivard « World Military and Social Expenditures » (1974, Editions WMSE, Leesburg, Virginie).

son pour que les budgets militaires dont le principal rôle avoué est d'assurer la sécurité du pays, soient obligatoirement fonction de l'évolution économique. Si l'on s'en tenait à un pourcentage constant entre les dépenses militaires et le PNB, cela impliquerait que la menace militaire pesant sur la sécurité croît inévitablement avec la progression de l'économie: quoi de plus contestable? Et le principe n'est pas recevable non plus que le complexe militaro-industriel doit nécessairement se développer avec la croissance démographique. En fait, que nous révèle cette comparaison entre PNB et dépenses militaires (très légère baisse dans les années soixante et septante) ? à peu près rien... elle ne reflète en tout cas pas que nous vivons la plus formidable course aux armements jamais connue !

D'où la mise en œuvre nécessaire d'autres paramètres pour apprécier le coût social et économique des investissements militaires.

Prenons par exemple la main-d'œuvre ! Les budgets militaires de l'ensemble de la planète mobilisent environ 21 millions de personnes pour les forces armées régulières et l'on arrive finalement à un total de 50 à 60 millions pour le personnel militaire ou assimilé, soit un effectif de personnes actives qui dépasse en nombre la population totale de la Grande-Bretagne ou l'Allemagne fédérale, et dont la formation professionnelle n'a le plus souvent rien à voir avec les besoins du marché civil du travail. Ce n'est pas le chômage inhérent à la période que nous vivons actuellement qui masquera les manques cruels de personnel qualifié dont souffrent certains secteurs clés, par exemple l'organisation sanitaire.

Prenons aussi la recherche et le développement, secteur où l'accaparement des ressources par le militaire apparaît encore plus nettement! La recherche joue en effet un rôle moteur dans la course aux armements: des armes toujours plus complexes et coûteuses sont le nerf de la guerre moderne. En tant que consommateur de techniques nouvelles, le secteur militaire de l'économie joue un rôle dominant en matière de recherche et

de développement et l'utilisation qu'il fait du personnel qualifié est sans commune mesure avec la place qu'il occupe dans l'ensemble de l'économie: les dépenses militaires accaparent à elles seules 40 % de toutes les dépenses publiques et privées pour la recherche et le développement ainsi que 25 % de la « matière grise » qui se consacre à la

recherche dans le monde. A comparer avec l'insuffisance notoire de cette même recherche dans le domaine de la santé publique par exemple (4 milliards au total alors que la recherche et le développement en matière militaire représentent 25 milliards) !

SUITE ET FIN AU VERSO

Classement des principales puissances militaires en 1972 et leur rang parmi 132 pays¹ selon des indicateurs sociaux

Pays	Dépenses militaires (en \$ millions)	Rang	Education		Santé publique			Mortalité infantile par 1000
			Dépenses publiques par tête	Population d'âge scolaire par enseignant	Niveau d'alphabétisation	Dépenses publiques par tête	Nombre d'habitants par médecin	
Etats-Unis . . .	77 638	1	4	12	1	5	17	13
URSS . . .	65 000	2	14	36	1	16	— ²	25
Allemagne Fédérale	9 018	3	10	23	1	2	10	24
Chine . . .	9 000	4	88	51	22	97	89	80
Grande-Bretagne .	8 186	5	15	9	19	12	26	13
France . . .	7 286	6	18	12	1	8	23	9
Italie . . .	3 675	7	23	12	26	33	9	31
Japon . . .	2 628	8	21	20	1	54	30	4
Canada . . .	2 258	9	2	6	25	4	15	13
Inde . . .	2 113	10	109	64	83	97	78	93
Pologne . . .	1 945	11	28	35	21	21	14	31
RDA . . .	1 906	12	22	17	13	17	11	13
Iran . . .	1 637	13	64	92	81	57	68	102
Pays-Bas . . .	1 552	14	5	38	1	6	25	1
Tchécoslovaquie .	1 543	15	23	28	13	10	4	23
Espagne . . .	1 515	16	42	41	24	47	23	33
Israël . . .	1 490	17	19	9	40	32	31	20
Suède . . .	1 451	18	1	3	1	1	22	1
Australie . . .	1 411	19	13	9	29	19	32	11
Brésil . . .	1 256	20	63	31	61	86	51	76
Egypte . . .	1 136	21	73	91	90	67	48	85
Belgique . . .	1 015	22	8	1	13	11	13	20

¹ Tous les pays dont les dépenses militaires ont dépassé 1 milliard de dollars en 1972. ² Chiffre inconnu.

La fatalité des dépenses militaires (suite)

Continuons donc de rêver, une fois n'est pas coutume ! Et voyons les mesures que permettrait un abattement de pas tout à fait 20 % des dépenses militaires mondiales (inutile de penser même au rôle d'exemple que pourrait jouer la Suisse à ce chapitre...).

Si l'on fait une liste des besoins sociaux élémentaires pour lesquels des estimations approximatives de coût ont été faites par les instances internationales, il faut sûrement mettre en tête la sous-alimentation qui affecte le tiers monde et aussi de nombreux défavorisés dans les pays les plus développés. Il a été estimé qu'en 1973, environ 460 millions de personnes — soit 12 % de la population mondiale — souffraient gravement de malnutrition.

Tripler l'aide agricole

Pour un peu moins de \$ 8 milliards on a pu parer aux besoins alimentaires les plus urgents. Il a été estimé qu'avec \$ 4 milliards annuellement, 200 millions d'enfants sous-alimentés pourraient faire l'objet de programmes spéciaux d'alimentation. Avec \$ 3,5 milliards de plus, on pourrait tripler l'aide au développement agricole.

LE CARNET DE JEANLOUIS CORNUZ

Achtung

Dans DP N° 319, au détour d'une phrase, je m'en prenais — assez sottement, j'en conviens ! — aux circulaires « venant de Berne », aux articles publicitaire traduits de l'allemand, dont je déplorais le charabia. Généralisation abusive (moi que ne cesse de répéter à mes élèves la belle pensée de Montaigne: « Tous jugements universels sont lâches et dangereux » !) et qui m'a valu la juste

En matière d'éducation, les progrès substantiels réalisés ces dernières années n'ont pas réussi à endiguer l'accroissement constant du nombre des illettrés dans le monde.

Eliminer l'analphabétisme

Sur une population adulte mondiale de plus de 2 milliards et demi, plus de 700 millions sont incapables de lire et d'écrire. Or on a estimé qu'au prix d'une dépense annuelle de \$ 1,5 milliard, l'analphabétisme pourrait être pratiquement éliminé en cinq ans.

Doubler les dépenses de santé

Dans les pays en développement, où les taux de mortalité infantile sont cinq fois plus élevés que dans la moyenne des pays industrialisés, les dépenses publiques annuelles pour toutes les formes de la santé publique ne s'élèvent qu'à \$ 3 par personne. Il en coûterait \$ 7 milliards pour doubler les dépenses annuelles de santé de ces pays, montant qui ne représente même pas le quart de l'ensemble de leurs dépenses militaires. Les investissements mondiaux dans la recherche médicale (\$ 4 milliards) pourraient être doublés si l'on diminuait d'un sixième ceux qui vont à la recherche militaire.

protestation d'un lecteur, traducteur professionnel. Lequel me communique les « prix minima » fixés en février 1975 par l'Association suisse des traducteurs et interprètes (ASTI):

« Travaux simples — la ligne de 50 à 60 signes: Fr. 1.60 - 2.40. Textes spéciaux: Fr. 2.40 - 3.20.

Heure de travail:

A la maison: Fr. 48.—
Au dehors: Fr. 58.—

Travaux de versification:
Le vers: Fr. 16.—

Travaux hors série (titres, slogans, spots, synchronisations):

Commandés, livrés, pas choisis: Fr. 160.—
Choisis pour utilisation limitée: Fr. 320.—
Choisis pour utilisation illimitée: Fr. 480.—

» Les frais de transport en 1re classe de chemin de fer ou en voiture, les repas à l'extérieur, les frais de téléphone, de télégraphe et de téléscripteur, le port des envois par exprès exigés par le client, etc., sont comptés en sus. »

Les membres de l'ASTI, m'écrivent mon correspondant, s'engagent à ne pas travailler en dessous du tarif minimum, sous peine d'exclusion.

Ce qui veut dire que moi-même et la plupart des traducteurs que je connais ne sauraient être membres de l'ASTI: je ne sache pas que pour une traduction littéraire, autant ait jamais été offert ! Mon correspondant ajoute d'ailleurs que chaque fois qu'il a tenté de traiter avec des éditeurs, il a dû finalement renoncer, les prix proposés étant trop bas et « n'atteignant parfois pas le quart du tarif minimum » ! Ce qui veut dire par conséquent que beaucoup de textes seront traduits par des traducteurs n'ayant parfois pas les qualités requises pour traduire convenablement, ne faisant pas partie de l'ASTI et contraints d'accepter la besogne à un peu n'importe quel prix !

Ce qui veut dire enfin que les traducteurs sont souvent traités « par dessous la jambe »: mal payés; le nom du traducteur pas mentionné; leur traduction utilisée à leur insu — apparemment, la législation concernant la propriété intellectuelle ne les couvre pas toujours ou les couvre insuffisamment.

(Et dans d'autres domaines, la situation est pire: à bon droit, le Freiherr me fait observer que je l'emmène en France ou en Italie, sans du tout m'inquiéter de savoir s'il comprendra la langue du pays...)

A propos: le procès intenté à Cherpillod aura lieu du 18 au 20 août. Si vous êtes là, c'est très intéressant, un procès !

J. C.